

DÉCISION ILR/T18/9 DU 11 JUIN 2018 CONTRE VANCO SAS

**DÉFAUT DE FOURNITURE DES DOCUMENTS À REMETTRE POUR LE 1^{ER} JUILLET 2017 EN APPLICATION DU
RÈGLEMENT 15/200/ILR**

Vu la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques;

Vu le règlement 15/200/ILR du 18 décembre 2015 portant sur les modalités de notification des mesures de sécurité à prendre par les entreprises fournissant des réseaux de communications publics et/ou des services de communications électroniques au public dans le cadre de l'article 45 (1) et (2) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques (ci-après : « *le règlement 15/200/ILR* »);

Vu le comportement et l'attitude tels que précisés ci-dessous de la société Vanco SAS, ayant son siège social à F- 92400 COURBEVOIE, le Colisée, Bât. C, 8, avenue de l'Arche ;

Vu les moyens de l'Institut figurant dans les différents courriers adressés à Vanco SAS et qui sont repris ci-dessous;

Vu les pièces du dossier;

Vu la convocation recommandée à Vanco SAS du 4 avril 2018;

Vu le défaut de comparaître de Vanco SAS en date du 24 avril 2018;

Considérant que par lettre du 8 mai 2017, l'Institut a rappelé à Vanco SAS son obligation à faire parvenir à l'Institut les documents requis par les articles 2(1) et 2(2) du règlement 15/200/ILR pour le 1^{er} juillet 2017 au plus tard ;

Attendu que Vanco SAS n'a pas réservé de suite à la lettre du 8 mai 2017, l'Institut a dû adresser un deuxième rappel à Vanco SAS par courrier du 10 août 2017 lui fixant un délai pour remettre les documents prémentionnés pour le 11 septembre 2017 au plus tard.

A défaut de réponse à ses rappels, et, conformément aux dispositions l'article 15 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électronique (ci-après « la loi du 27 février 2011 »), l'Institut a, par courrier recommandé du 16 octobre 2017 mis formellement en demeure Vanco SAS soit d'exprimer son point de vue quant au reproche formulé, soit de lui faire parvenir pour le 20 novembre 2017 les documents mentionnés en précisant encore une fois qu'il s'agit des documents suivants :

- le formulaire de notification des mesures adéquates pour gérer le risque en matière de sécurité des réseaux et des services et/ou des mesures appropriées pour assurer l'intégrité de ses réseaux dûment rempli ;
- un rapport généré par l'outil d'analyse de risque TISRIM mis à disposition par l'Institut ou tout autre rapport jugé équivalent.

Que par ce même courrier, l'Institut a informé Vanco SAS qu'à défaut de réponse dans le délai imparti, une procédure de sanction telle que prévue par l'article 83 de la loi du 27 février 2011 pourrait être engagée à son encontre;

Considérant que Vanco SAS n'a pas non plus réagi à cette mise en demeure, de sorte que l'Institut s'est vu contraint de lancer la procédure contradictoire telle que prévue à l'article 83 de la loi du 27 février 2011 et a convoqué Vanco SAS à une audience fixée au 24 avril 2018 afin de lui permettre de présenter ses moyens de défense;

Considérant que Vanco SAS ne s'est pas présentée à l'audience du 24 avril 2018 pour présenter ses moyens de défense et qu'elle y a donc fait défaut;

Qu'il ressort des faits exposés ci-dessus que Vanco SAS est en violation avec les dispositions du règlement 15/200/ILR pour ne pas avoir transmis les documents visés aux articles 2(1) et 2(2) du règlement précité jusqu'au 1^{er} juillet 2017 au plus tard tel que prévu à l'article 3 du même règlement;

Considérant qu'en vertu de l'article 83(1) de la loi du 27 février 2011, les personnes morales et physiques tombant sous la surveillance de l'Institut peuvent être frappées par celui-ci d'une sanction administrative pour toutes les infractions à cette loi, aux règlements et cahiers de charges pris en son exécution ainsi qu'aux mesures régulatrices de l'Institut;

Qu'il y a dès lors lieu de prononcer une sanction administrative;

Par ces motifs

La Direction de l'Institut, statuant par défaut, faute de comparaître,

1. prononce une amende d'EUR 10.000 à l'encontre de la société Vanco SAS sur base de l'article 83(1) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques;
2. dit que la décision sera publiée sur le site Internet de l'Institut;
3. impose à la société Vanco SAS de transmettre les documents à remettre pour le 1^{er} juillet 2017 en application du règlement 15/200/ILR pour le 15 juillet 2018 au plus tard ;
4. informe la société Vanco SAS qu'un recours en réformation contre la présente décision est possible devant le Tribunal Administratif de Luxembourg par ministère d'avocat à la Cour, au plus tard dans les deux mois qui suivent la notification de la présente décision.

La Direction

(s.) Michèle Bram
Directrice adjointe

(s.) Camille Hierzig
Directeur adjoint

(s.) Luc Tapella
Directeur